

Au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun

Résultats de l'analyse de la situation actuelle et projetée de l'insécurité alimentaire aiguë

Mars 2024

Principaux résultats pour les zones touchées par l'IA.



Consommation alimentaire :

La consommation alimentaire se détériore dans la majorité des zones analysées aussi bien en situation courante qu'en situation projetée.



Evolution des moyens d'existence :

Les moyens d'existence subissent une érosion continue, conséquence de la situation économique, de l'insécurité civile et de la hausse généralisée des prix des denrées alimentaires, affectant ainsi la capacité des populations à se procurer de la nourriture et à protéger leurs moyens d'existence.



Nutrition

Le statut nutritionnel demeure préoccupant surtout dans la région du Liptako Gourma, au Nord du Nigeria et au Tchad, avec une situation de crise à pire dans la majorité de ces pays. Il est important de noter que la détérioration de la situation alimentaire résultant des difficultés économiques au niveau des ménages pourrait constituer un risque d'exacerbation continue de la situation nutritionnelle.



Mortalité :

Les données sur la mortalité sont quasi inexistantes du fait qu'il n'y ait pas d'enquêtes SMART récentes dans les pays.

Contexte de l'analyse

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2023/2024 s'établissent à 77 millions de tonnes de céréales et 206 millions de tonnes pour les racines et tubercules. Ces productions sont en hausse de 4% pour les céréales et 8% pour les tubercules comparativement à la moyenne des 5 dernières années. Toutefois, la production des céréales a baissé de 1% par rapport à la campagne écoulée.

Les baisses de production sont plus importantes dans la plupart des pays du bassin est, notamment au Niger (-15%) ; au Tchad (-6%) et au Nigeria (-7%). Par ailleurs, dans les zones en proie à l'insécurité civile et le banditisme (la zone du Liptako Gourma, dans le bassin du Lac Tchad et dans le nord-ouest du Nigeria), des baisses de productions sont également observés à cause des difficultés d'accès aux terres.

L'approvisionnement des marchés y est perturbé et le recours aux convois sécurisés demeure la principale alternative pour acheminer les vivres dans certaines de ces zones. À cela s'ajoutent les approvisionnements par vols humanitaires dans les zones les plus difficiles d'accès. L'inaccessibilité de ces zones amoindrit les capacités de réponse des États et de ses partenaires humanitaires.

La situation pastorale de la région est marquée par des déficits fourragers, des difficultés d'accès aux couloirs de transhumance naturels et les trajets conventionnels. La soudure pastorale a été précoce dans les pays à forte population pastorale comme le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Des enclaves de production excédentaire de biomasse existent au Burkina Faso, mais elles sont pour la plupart situées dans des zones d'accès limité et par conséquent, inaccessibles aux éleveurs.

En dépit de l'intensification des offensives militaires pour réduire à néant les actions des groupes armés terroristes au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria, des déplacements de populations continuent d'être observés, même si quelques retours sont signalés par endroits. À l'Est du Tchad, l'afflux de réfugiés soudanais continue de croître et s'établit en mars 2024 à plus de 977 mille personnes (UNHCR). À la date du 16 mars 2024, la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (plus de Cameroun) enregistrait environ 2,4 millions réfugiés et demandeurs d'asile répartis principalement au Tchad (116 M), au Cameroun (0,48 M), au Niger

(,3M) et plus de 8 millions de PDI répartis principalement au Nigeria (3,4 M), au Burkina Faso (2M), au Cameroun (1,1 M), au Mali, au Niger et au Tchad (UNHCR, OIM).

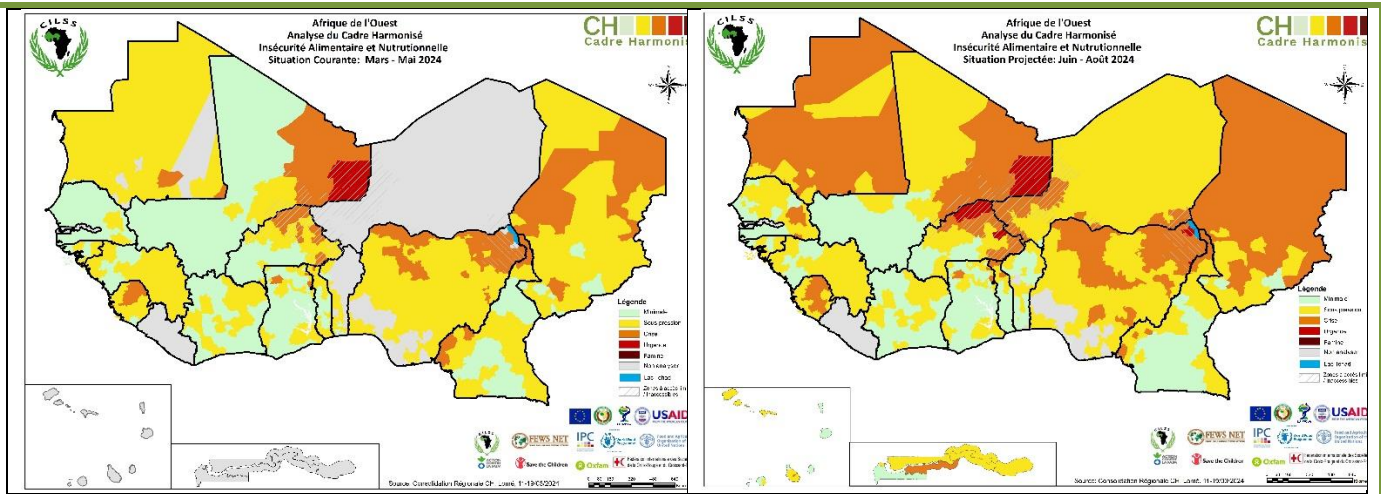
Les défis macroéconomiques demeurent également une préoccupation dans la région avec une inflation atteignant en janvier 2024, 29,9% au Nigeria, soit le niveau record des vingt dernières années, 52.2% en Sierra Leone et 23,5% au Ghana. La hausse significative des prix du carburant par rapport à l'année dernière dans de nombreux pays impacte les coûts de transport, la circulation des productions et les prix des aliments, particulièrement au Nigeria où des scènes de pillage de stocks et des vols de nourriture ont été observés.

La disponibilité alimentaire, bien que globalement satisfaisante dans la région et renforcée par les récoltes de produits maraîchers, reste inférieure à la moyenne quinquennale dans les zones de conflits où l'assistance alimentaire demeure la principale source de nourriture pour de nombreux ménages déplacés et les réfugiés. La hausse généralisée des prix des aliments par rapport à la moyenne quinquennale limite l'accès à une alimentation suffisante pour de nombreux ménages dont les moyens d'existence et le pouvoir d'achat restent érodés.

La situation nutritionnelle reste préoccupante, avec plusieurs zones notamment dans la région du Liptako Gourma, et dans la région du bassin du Lac Tchad y compris le nord du Nigeria où la malnutrition aigüe globale dépasse le seuil d'alerte de 10% et atteint 20% et plus dans plusieurs zones au Tchad. Dans la plupart de ces zones, la situation sécuritaire a entraîné la fermeture des centres de santé et de prise en charge nutritionnelle, la perturbation des programmes nutritionnels en cours, l'augmentation du nombre des populations déplacées, et une consommation alimentaire précaire des ménages. La fermeture des frontières avec le Niger liée aux sanctions de la CEDEAO a limité l'accès à certains intrants thérapeutiques.



Cartographie de l'état de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle



Principaux résultats de l'analyse avec le CH

Pour la situation courante (Mars-Mai 2024), au total 1 072 zones ont été analysées dans 13 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en plus du Cameroun. Il faut noter que, par manque de nouvelles données, l'analyse du CH de mars n'a pas été conduite pour le Cabo Verde, la Gambie et le Libéria. Pour les mêmes raisons, il n'y a pas eu une analyse de la situation courante pour le Niger et certaines zones du Bénin, de la Mauritanie, du Nigeria et de la Guinée. Les résultats révèlent que 147 des 1 072 zones analysées en situation courante sont classées en Crise (Phase 3) et une zone en Urgence (Phase 4), le cercle de Ménaka au Mali. En outre, 718 zones sont classées en Sous-Pressions (Phase 2) et 206 sont classées en phase Minimale (Phase 1). Il convient de souligner qu'aucune zone n'est classée en situation de Famine (Phase 5).

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité

Pays	Situation courante: Mars – Mai 2024						Situation projetée: Juin – Août 2024					
	Total Zones analysées	Nombre de zones par Phase					Total Zones analysées	Nombre de zones par Phase				
		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5
Bénin	37	9	28	0	0	0	67	51	16	0	0	0
Burkina Faso	45	18	19	8	0	0	45	11	20	10	4	0
Cabo Verde	0	0	0	0	0	0	22	7	14	1	0	0
Côte d'Ivoire	31	19	12	0	0	0	31	20	11	0	0	0
Gambie	0	0	0	0	0	0	8	0	5	3	0	0
Ghana	66	34	28	4	0	0	66	32	30	4	0	0
Guinée	7	2	5	0	0	0	8	3	5	0	0	0
Guinée-Bissau	9	6	3	0	0	0	9	3	6	0	0	0
Libéria	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mali	56	41	6	8	1	0	56	33	11	11	1	0
Mauritanie	46	1	43	2	0	0	61	5	24	32	0	0
Niger	0	0	0	0	0	0	78	1	56	21	0	0
Nigeria	550	0	455	95	0	0	552	0	363	186	3	0
Sénégal	45	42	3	0	0	0	45	26	17	2	0	0
Sierra Leone	16	1	10	5	0	0	16	0	9	7	0	0

Tchad	69	8	45	16	0	0	69	4	24	41	0	0
Togo	37	11	25	1	0	0	37	22	9	6	0	0
Total SAO	1014	192	682	139	1	0	1170	218	620	324	8	0
Cameroun	58	14	36	8	0	0	58	30	22	6	0	0
SAO & CMR	1072	206	718	147	1	0	1228	248	642	330	8	0

L'analyse de la situation projetée (Juin-Août 2024) a concerné 16 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en plus du Cameroun. Il convient de souligner que les projections issues des analyses du cycle de novembre 2023 ont été reconduites pour le Cabo Verde, la Gambie ainsi que plusieurs zones du Bénin, de la Mauritanie et pour la ville de Conakry en Guinée. Par ailleurs, la projection du cycle de novembre 2023 a été mise à jour pour le Niger et pour deux zones du Nigeria pour lesquelles l'analyse de la situation courante n'a pas pu être faite. Ainsi, au total, ce sont 1 228 zones qui ont été analysées dans la région. L'analyse révèle que la situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader pendant la période projetée si les actions appropriées ne sont pas mises en œuvre à court terme. Ainsi, 330 zones seraient en Crise (Phase 3) et 8 en Urgence (Phase 4) dont 3 au Nigeria (Guzamala, Kukawa et Madagali), une au Mali (Ménaka) et 4 au Burkina Faso (Komondjari, Loroum, Oudalan et Soum). En outre, 642 zones seraient en Sous-Pressions (Phase 2) et 248 en situation Minimale (Phase 1). Au demeurant, aucune zone ne serait en situation de Famine (Phase 5).



Répartition des populations par phase d'insécurité alimentaire

Situation courante : Mars-Mai 2024

En situation courante (mars-mai 2024), sur une population totale analysée de près de 401,1 millions de personnes, près de 38,1 millions de personnes sont classées en phase crise à pire dans l'ensemble des pays analysés, dont près de 25 millions au Nigeria, près de 2,8 millions au Cameroun, plus de 2,4 millions au Tchad, plus de 1,7 millions au Burkina Faso, près de 1,2 million au Ghana et plus de 1,1 million en Sierra Leone. L'analyse révèle également que **près de 1 million de personnes sont en urgence (Phase 4), dont environ 429 000 au Nigeria, plus de 310 000 au Tchad, plus de 110 000 au Cameroun, plus de 76 000 au Burkina Faso, plus de 60 000 au Mali, environ 20 000 personnes au Ghana et plus de 16 000 en Sierra Leone**. En particulier, près d'un millier de personnes dans la région de Ménaka au Mali est en situation de Catastrophe (Phase 5). Le tableau ci-dessous présente plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (mars-mai 2024)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	5 681 269	4 249 293	1 068 258	363 718	-	-	363 718
Burkina Faso	22 969 083	17 064 478	4 155 168	1 673 313	76 124	-	1 749 437
Cabo Verde							
Côte d'Ivoire	23 943 267	19 186 269	3 856 423	900 575	-	-	900 575
Gambie							
Ghana	32 155 877	26 646 267	4 357 229	1 132 514	19 868	-	1 152 381
Guinée	11 779 022	8 178 343	2 771 971	828 708	-	-	828 708
Guinée-Bissau	1 368 689	314 595	98 024	-	-	-	98 024
Mali	22 900 622	19 246 261	2 858 779	734 410	60 315	858	795 583
Mauritanie	2 740 558	1 796 280	623 969	319 528	781	-	320 309
Niger							
Nigeria	200 270 222	102 480 460	72 827 548	24 533 342	428 872	-	24 962 214
Sénégal	18 032 471	15 652 538	2 101 126	278 526	281	-	278 807
Sierra Leone	7 703 563	4 062 674	2 536 300	1 088 115	16 474	-	1 104 589
Tchad	17 141 911	10 573 061	4 166 876	2 091 476	310 497	-	2 401 973
Togo	6 181 975	4 523 809	1 308 294	349 872	-	-	349 872
Total SAO	373 281 146	234 991 388	102 978 633	34 397 058	913 210	858	35 311 126
Cameroun	27 816 297	19 382 007	5 637 855	2 711 674	84 762	-	2 796 436

Total SAO+CMR	401 097 443	254 410 428	108 584 392	37 103 794	997 972	858	38 102 624
----------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------	----------------	------------	-------------------

SITUATION PROJETEE : Juin - août 2024

En situation projetée (juin- août 2024), l'analyse révèle que près de 52 millions de personnes seront probablement touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë de phase Crise à pire, dont plus de 31,7 millions au Nigeria, plus de 3,4 millions au Niger, plus de 3,3 millions au Tchad, plus de 2,7 millions au Burkina Faso, plus 2,4 millions au Cameroun, près de 1,6 million en Sierra Leone, plus de 1,3 million au Mali et plus de 1 million au Ghana si les actions appropriées ne sont pas mises en œuvre. Plus de 2,4 millions de personnes seront en urgence (Phase 4), tandis que **plus de 2 500 personnes vivant dans la région de Ménaka au Mali feront probablement face à une situation de Catastrophe (Phase 5)**. Le tableau 3 ci-dessous présente plus de détails sur l'estimation des populations dans les différentes phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë pour la situation allant de juin à août 2024.

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2024)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	10 058 780	8 442 194	1 307 143	309 443	-	-	309 443
Burkina Faso	22 969 083	14 992 187	5 242 700	2 310 858	423 338	-	2 734 196
Cabo Verde	509 078	347 309	117 649	44 120	-	-	44 120
Côte d'Ivoire	23 943 267	19 197 795	3 822 982	922 490	-	-	922 490
Gambie	2 516 576	1 684 392	605 460	225 144	1 580	-	226 724
Ghana	32 155 877	26 678 393	4 423 950	1 034 167	19 368	-	1 053 535
Guinée	13 931 737	9 718 373	3 188 230	1 025 135	-	-	1 025 135
Guinée-Bissau	1 781 307	1 299 716	364 297	117 294	-	-	117 294
Mali	22 900 622	17 478 673	4 051 701	1 246 750	120 923	2 575	1 370 248
Mauritanie	4 581 886	2 755 937	1 169 297	627 709	28 943	-	656 652
Niger	26 154 898	15 417 024	7 300 982	3 310 720	126 172	-	3 436 892
Nigeria	200 345 878	85 902 715	82 684 997	30 758 832	999 333	-	31 758 164
Sénégal	18 032 471	14 637 597	2 876 365	506 632	11 877	-	518 509
Sierra Leone	7 703 563	3 017 996	3 115 672	1 538 646	31 249	-	1 569 895
Tchad	17 141 911	8 731 742	5 045 716	2 830 013	534 440	-	3 364 453
Togo	6 181 975	4 519 093	1 239 717	423 165	-	-	423 165
Total SAO	410 908 909	234 821 136	126 556 857	47 231 117	2 297 223	2 575	49 530 916
Cameroun	27 816 297	20 233 786	5 117 018	2 352 165	113 328	-	2 465 493
Total SAO+CMR	438 725 206	255 054 922	131 673 875	49 583 282	2 410 551	2 575	51 996 408



Facteurs déterminants et limitants

Danger & Vulnérabilité

La situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages au Sahel et en Afrique de l'Ouest est affectée par différents facteurs.

L'insécurité civile, la perturbation des marchés et le déplacement forcé des populations y compris les difficultés de conduite la transhumance pastorale dans la zone du Liptako Gourma et la zone du Bassin de Lac Tchad ont des impacts négatifs sur la consommation alimentaire et les moyens d'existences. Les crises au Soudan et en Lybie affectent également la région. La fermeture des formations sanitaires dans ces différentes zones expose gravement ces populations sur le plan sanitaire. L'afflux des réfugiés soudanais

et des Tchadiens résidant au Soudan vers le Tchad contribue à la création de tension sur les ressources et est souvent source de conflits.

Selon l'ACLED, environ 1972 événements violents ont été enregistrés dans la région au cours du premier trimestre de 2024. Ces événements violents (combats, violence contre les civils, émeutes et explosions) ont causé la mort de plus de 4852 personnes. Cette situation d'insécurité est plus accrue au Nigeria, au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

La situation économique reste préoccupante dans la région. Les hausses atypiques de prix des denrées de base varient de 20% à plus de 50% dans certains pays. La conjoncture internationale avec la crise russo-ukrainienne a accru le coût du carburant dans tous les pays de la région. L'augmentation des prix des denrées alimentaires en janvier était de 50 à 100% en Sierra Leone, au Nigeria et au Ghana en comparaison avec la moyenne des 5 ans. Le contexte régional, avec la fermeture des frontières, a considérablement perturbé les flux dans un marché régional interconnecté. Ces différentes mesures contribuent à la détérioration des moyens d'existence des ménages. Cette situation pourrait davantage se dégrader pendant la période projetée.

Disponibilité

La situation courante analysée correspond à la période post-récolte dans l'ensemble des pays de la région. Elle se caractérise habituellement par une disponibilité alimentaire relativement satisfaisante dans les ménages dont la majorité continue d'utiliser leurs propres récoltes dans les zones de production. Sur les marchés régionaux, les denrées locales et surtout importées sont globalement disponibles. Toutefois, dans les zones affectées par l'insécurité civile, notamment les zones nord du Mali, du Burkina Faso, l'Ouest et l'Est du Niger et le nord du Nigeria, la disponibilité alimentaire reste très perturbée. En plus de ces zones, des baisses de productions enregistrées au cours de la campagne écoulée ont considérablement affecté la disponibilité au Nigeria, au Niger et au Tchad. Les zones où la disponibilité affecte négativement les résultats de la sécurité alimentaire représentent environ 28% de l'ensemble des zones analysées, contre 20% au mois de novembre passé.

En période projetée (juin- août), qui correspond à la période de soudure dans la grande majorité de la région, la disponibilité alimentaire globale va considérablement baisser surtout pour les denrées locales, ce qui va négativement impacter la consommation alimentaire et les moyens d'existence des ménages.

Accessibilité

La région reste toujours affectée par la hausse des prix des denrées alimentaires et à des niveaux d'inflation extrêmement élevés dans plusieurs pays. En effet, le Ghana, la Sierra Leone, le Nigeria et dans une moindre mesure la Guinée enregistrent des niveaux d'inflation record qui affectent négativement l'accès des ménages aux denrées de base. Les hausses de prix des céréales sont supérieures à 50% comparativement à la moyenne des 5 dernières années dans plusieurs pays, notamment au Nigeria, en Sierra Leone et au Ghana. Des hausses de plus de 20% sont observées au Bénin, Burkina, au Cabo Verde, en Guinée, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad. La hausse modérée relevée au niveau des produits de rente et du bétail ne permet pas d'atténuer significativement les difficultés d'accès des ménages aux denrées sur les marchés. En effet, les termes de l'échange restent globalement en défaveurs des producteurs et des pasteurs. Ces difficultés d'accès économique aux denrées alimentaires impactent négativement les résultats de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans plusieurs pays dont les plus affectés sont le Nigeria, la Sierra Leone, le Ghana, le Tchad, la Mauritanie, le Niger et plus particulièrement les zones affectées par l'insécurité civile. L'accès va se détériorer davantage jusqu'à la soudure avec la hausse de la demande consécutive à l'épuisement des stocks ménages et la poursuite de la hausse des prix des denrées alimentaires.

Utilisation

La situation nutritionnelle demeure préoccupante selon les dernières analyses nutritionnelles pour cette période de post – récolte, comparée à la normale notamment en Mauritanie, au Tchad, au Mali et au Nigeria. Selon les récentes analyses IPC AMN, la situation nutritionnelle est en crise (Phase 3 de l'IPC AMN) voire critique (Phase 4 de l'IPC AMN) dans plusieurs zones analysées au Mali (environ 75%), au Tchad (92%) et au Nigeria (54%).

En période courante, cette situation préoccupante est la conséquence de la détérioration de l'environnement alimentaire aggravée par des facteurs limitants tels que le coût d'une alimentation saine et nutritive qui reste élevé notamment dans plusieurs zones des pays de la région (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo et Bénin). La persistance des conflits et de l'insécurité civile induisant une augmentation des déplacements de populations dans le Nord Est du Nigeria, à l'est et dans le bassin du Lac Tchad, au Nord du Cameroun, continue d'entraver l'accès aux services sociaux de base.

En période projetée, une dégradation de la consommation alimentaire est attendue, combinée à une augmentation des cas de maladies hydriques qui pourraient aggraver davantage la situation nutritionnelle, déjà en situation sérieuse (Phase 3 de l'IPC AMN) à Critique (Phase 4 de l'IPC AMN).

Stabilité

Les niveaux de production céréalière et fourragères laissent présager une stabilité moyenne, sauf dans les zones affectées par l'insécurité civile où les capacités de production sont fortement limitées. Ainsi, sur la période courante de mars à mai 2023, la consommation alimentaire et les moyens d'existence sont légèrement impactés positivement, aussi bien dans les pays côtiers que dans le Sahel. Cependant, les prix des denrées alimentaires et des produits de rente, qui restent supérieurs à la moyenne, même s'ils constituent un revenu pour les ménages, limitent l'accès à la nourriture pour certains ménages pauvres. Par ailleurs, les conditions économiques internationales, régionales et nationales pourraient avoir une influence négative sur les chaînes d'approvisionnement, entraînant une hausse des prix des produits de base. Avec l'arrivée de la soudure en période projetée, l'accès et l'approvisionnement des marchés seront faiblement impactés dans l'ensemble des pays par l'arrivée des pluies et la hausse saisonnière des prix. Les zones en conflit ou d'accès difficile seront plus impactées.



Méthodologie et difficultés de l'analyse

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées entre février et mars 2024 au Cameroun et dans 14 pays de la région. Pour ce cycle, le Cabo Verde, la Gambie, le Liberia et le Niger n'ont pas conduit d'analyses Cadre Harmonisé pour la période courante par manque de données sur les indicateurs de résultats. Néanmoins, du fait de l'existence de projections déjà établies lors du cycle d'octobre/novembre 2023, les résultats du Cabo Verde, de la Gambie, une zone en Guinée, de plusieurs zones du Bénin et de la Mauritanie et de deux zones inaccessibles (Abadam et Marte) du Nigeria. Par ailleurs les résultats issus de la mise à jour de la projection du Niger ont été intégrés dans la situation projetée lors de la consolidation régionale. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux sous la facilitation des membres du Comité Technique Régional du CH.

Les analyses se sont essentiellement basées sur les indicateurs de résultats issus des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité réalisées durant la période post-récolte (Janvier-février 2024). Les indicateurs de résultats disponibles pour la plupart des pays sont : Score de Consommation Alimentaire (SCA), Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), Indice des Stratégies d'Adaptation basées sur les Moyens d'Existence (ISAME). On note également des indicateurs de résultats provenant des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence) disponible pour le Mali, le Burkina Faso, le Nigeria et le Tchad, des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB) pour le Burkina Faso, le Ghana, la Sierra Leone et le Togo, et des analyses IPC AMN pour le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Nigeria et le Tchad. Les analyses ont valorisé les facteurs contributifs (rapports de suivi et

d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, suivi nutritionnel de routine, insécurité, assistance, coût de la diète, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'information nationaux et les partenaires membres des Cellules Nationales d'Analyse CH dans les pays.

Les protocoles spéciaux pour l'analyse des zones inaccessibles ou d'accès limité ont été appliqués pour certaines zones au Mali (Gao, Mopti), au Niger (plusieurs départements des régions de Tillabéry, Diffa, Dosso Maradi et Tahoua), au Nigeria (plusieurs zones de l'Etat de Borno ainsi que la zone de Madagali dans Adamawa, et celle de Geidam dans Yobe) et au Burkina Faso (les provinces de Bam, Komondjari, Kompienga, Kossi, Koulpélogo, Loroum, Namentenga, Oudalan, Sanmatenga, Séno, Soum, Sourou, Tapoa et Yagha). En outre, les protocoles spéciaux pour l'analyse de populations spécifiques ont été appliqués au Nigeria (Sokoto, et Zamfara) pour les personnes déplacées internes (PDI), et au Tchad (Ouaddaï, Salamat, Sila et Wadi Fira) pour les retournés et les réfugiés.

Les analyses nationales ont été revues et validées par le Comité Technique du CH lors de l'atelier de consolidation, tenu du 11 au 19 mars 2024 à Lomé (Togo). Ceci a permis de contrôler la qualité des analyses faites au niveau des pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et de procéder à leur validation technique en lien avec les exigences du manuel 3.0. Ont pris part à ces travaux en présentiel : les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, de FEWS NET, de la FICR, de l'IPC/GSU, de JRC/UE, d'OXFAM, du PAM et de Save the Children.

Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à :

- Une faible disponibilité des données, notamment les preuves des facteurs contributifs et d'autres données sur le genre dans plusieurs pays ;
- Une maîtrise insuffisante de la méthodologie et des outils d'analyse du CH (formulation des hypothèses de projection, appréciation de l'impact des facteurs contributifs, utilisations des arbres décisionnels, analyses et estimations des populations) ;
- Absence des données de nutrition et de mortalité dans plusieurs pays ;
- La tenue des différentes analyses simultanément dans les pays rendant difficile la couverture de la facilitation par les coaches régionaux ;
- Faible nombre des coaches régionaux



Recommandations pour l'action et les analyses suivantes

Au terme des analyses dans les pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun, les recommandations suivantes sont formulées :

A l'endroit des Gouvernements des pays de l'espace CILSS/CEDEAO

- 1.** Développer et mettre en œuvre des programmes d'urgence humanitaire dans les délais pour apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phases 3 à 5) afin de sauver des vies humaines, protéger les moyens d'existence. Il est crucial également de traiter et prévenir le risque de la malnutrition chez les enfants des ménages les plus pauvres dans les pays concernés particulièrement ceux affectés par la crise sécuritaire et économique (Burkina, Mali, Niger, Nigeria, Tchad, etc.) ;
- 2.** Mettre à jour les plans de réponses et de relèvement en faveur des populations vulnérables (phase 2 et plus) tenant compte de la mise en œuvre du Nexus Humanitaire-Développement-Paix ;
- 3.** Faciliter l'accès humanitaire pour les interventions d'urgence dans les zones difficilement accessibles notamment au Burkina Faso, au Mali, Niger et Nigeria ;

4. Assurer une meilleure coordination des acteurs humanitaires en faveur des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle (phase 3 à 5) ;
5. Améliorer l'accès aux intrants agricoles (avec la préparation de la prochaine campagne agropastorale) et les aliments bétail ;
6. Renforcer les initiatives de concertation entre pays (pays de départ et d'accueil) pour faciliter une transhumance apaisée ;
7. Financer et engager des réflexions pour un financement durable de la collecte des données et la tenue des ateliers d'analyse du cadre harmonisé ;
8. Poursuivre et renforcer la veille informationnelle de la SAN dans les zones à risques identifiées lors des analyses ;
9. Renforcer l'implication des OSC dans l'analyse et la collecte des preuves notamment dans les zones à accès difficile ou elles sont déjà présentes ;
10. Faciliter la mise à jour des profils HEA dans les pays du Sahel (ou les profils ont plus de 10 ans) pour une meilleure prise en compte des résultats d'analyse HEA dans les analyses CH.
11. Amener la Guinée et le Bénin à revoir leur niveau d'analyse (Admin 1) vu que les données d'analyse actuelle (admin 2) ne sont pas assez discriminantes

A l'endroit des Organisations Inter-Gouvernementales (CILSS, UEMOA, CEDEAO)

12. Poursuivre les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure appropriation de l'outil CH notamment dans sa nouvelle version 3.0 ;
13. Continuer l'appui (Produits d'observations de la terre etc) aux SAP dans la mise en place et le fonctionnement d'un mécanisme spécifique de collecte de données dans les zones inaccessibles ou à accès limité ;
14. Poursuivre l'amélioration technique de l'outil CH notamment sur le seuillage de certains facteurs contributifs et sur les indicateurs du résultat Évolution des Moyens d'Existence ;
15. Renforcer l'intégration de la dimension genre dans le processus du CH.

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

16. Appuyer les pays dans la mise en œuvre des interventions d'urgence, de résilience et des plans nationaux de réponses en faveur des populations vulnérables identifiées ;
17. Soutenir les efforts des pays dans la mise en place des systèmes fonctionnels d'informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence ;
18. Appuyer le Comité technique du Cadre Harmonisé dans le processus continu de renforcement des capacités, du développement et de mise en œuvre de l'outil dans la région Sahel et Afrique de l'Ouest et au-delà.



Contacts

Issoufou BAOUA
 Coordonnateur PRA-SAN
 Expert Analyste en Cadre Harmonisé
 Tél. : (+227) 20 31 53 16 / Mobile : (+227) 96 52 08 54
 E-mail : Issoufou.baoua@cilss.int

Sy Martial TRAORE
 Expert Analyste en marché, chef DSAM
 Tél. : (+227) 20 31 53 16 / Mobile : (+227) 97 15 78 82
 E-mail : Martial.traore@cilss.int



Partenaires de l'analyse

 <p>European Commission</p>	 <p>Food and Agriculture Organization of the United Nations</p>	 <p>FEWS NET Famine Early Warning Systems Network</p>	 <p>IPC Integrated Food Security Phase Classification</p>	 <p>ACTION AGAINST HUNGER</p>	 <p>OXFAM</p>
 <p>ICRC</p>	 <p>unicef pour chaque enfant</p>	 <p>CEPRD EGORPE</p>	 <p>UEMOA</p>		 <p>USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE</p>
 <p>Save the Children.</p>	 <p>WFP World Food Programme</p>	 <p>UNION AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ORGANISATION AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</p>			